

Convention collective

IDCC : 8252. – **ENTREPRISES DE TRAVAUX AGRICOLES
ET RURAUX**

(Basse-Normandie)

(19 décembre 1989)

(Etendue par arrêté du 13 août 1990,
Journal officiel du 30 août 1990)

AVENANT N° 44 DU 3 MARS 2010

NOR : AGRS1097171M

IDCC : 8252

Entre :

La fédération régionale des entrepreneurs des territoires,

D'une part, et

L'UNSA2A ;

L'UR des syndicats chrétiens CFTC de Basse-Normandie ;

L'UR FGA CFDT de Basse-Normandie ;

L'UR des syndicats FO de Basse-Normandie,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article 27-1 A « Indemnisation de l'arrêt de travail occasionné par une maladie ou un accident de la vie privée » est ainsi annulé et remplacé par :

« En cas de maladie ou d'accident de la vie privée, tout salarié non cadre ayant 6 mois d'ancienneté continus dans la profession bénéficie à compter du 8^e jour d'arrêt d'indemnités journalières complémentaires à celles

versées par la caisse de mutualité sociale agricole, de sorte que l'indemnisation globale brute soit égale à 90 % du salaire brut retenu pour le calcul des indemnités journalières légales pendant :

- 30 jours si l'ancienneté est comprise entre 6 mois et 6 ans ;
- 40 jours si l'ancienneté est supérieure à 6 ans et inférieure ou égale à 13 ans ;
- 50 jours si l'ancienneté est supérieure à 13 ans et inférieure ou égale à 18 ans ;
- 60 jours si l'ancienneté est supérieure à 18 ans et inférieure ou égale à 23 ans ;
- 70 jours si l'ancienneté est supérieure à 23 ans et inférieure ou égale à 28 ans ;
- 80 jours si l'ancienneté est supérieure à 28 ans et inférieure ou égale à 33 ans ;
- 90 jours si l'ancienneté est supérieure à 33 ans.

A l'issue de cette première période d'indemnisation, l'indemnisation se poursuit à hauteur de 80 % du salaire retenu pour le calcul des indemnités journalières légales aussi longtemps que sont servies les indemnités journalières légales.

Article 2

L'article 27-1 B « Indemnisation de l'arrêt de travail occasionné par un accident de travail, de trajet ou de maladie professionnelle » est ainsi annulé et remplacé par :

« En cas d'accident du travail, du trajet ou de la maladie professionnelle, tout salarié non cadre bénéficie à compter du 1^{er} jour d'arrêt d'indemnités journalières complémentaires à celles versées par la caisse de mutualité sociale agricole, de sorte que l'indemnisation globale brute soit égale à 90 % du salaire brut retenu pour le calcul des indemnités journalières légales pendant :

- 30 jours si l'ancienneté est inférieure ou égale à 6 ans ;
- 40 jours si l'ancienneté est supérieure à 6 ans et inférieure ou égale à 13 ans ;
- 50 jours si l'ancienneté est supérieure à 13 ans et inférieure ou égale à 18 ans ;
- 60 jours si l'ancienneté est supérieure à 18 ans et inférieure ou égale à 23 ans ;
- 70 jours si l'ancienneté est supérieure à 23 ans et inférieure ou égale à 28 ans ;
- 80 jours si l'ancienneté est supérieure à 28 ans et inférieure ou égale à 33 ans ;
- 90 jours si l'ancienneté est supérieure à 33 ans.

A l'issue de cette première période d'indemnisation, l'indemnisation se poursuit à hauteur de 80 % du salaire retenu pour le calcul des indemnités journalières légales aussi longtemps que sont servies les indemnités journalières légales. »

Article 3

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui prendra effet à compter du 3 mars 2010.

Fait à Caen, le 3 mars 2010.

(Suivent les signatures.)